



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

«Mondial» 2014 : Celui de la contestation

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 12 JUIN 2014

La Coupe est pleine

Des millions d'amateurs de foot se réjouissent, depuis des mois, de vivre la Coupe du monde qui va se dérouler au Brésil.

Infrastructures sportives, routières et touristiques: l'organisation de l'événement a entraîné des dépenses pharaoniques.

Avec une facture d'au moins 11 milliards de dollars à la charge de l'Etat.

Alors même que les autorités imposaient des coupes dans les prestations sociales et diminuaient les dépenses publiques de six milliards.

Une priorité au Mondial, au détriment des services publics (transports, éducation, santé), dénoncée dans la rue, dès juin 2013, par des centaines de milliers de manifestants.

Depuis lors, la contestation sociale n'a pas cessé.

A quelques jours du Mondial, c'est la grève pour les salaires des employés du métro de Sao Paulo qui fait la «une».

Mondial et foot spectacle : la poule aux œufs d'or

Comme tous les sports de compétition, le foot est un énorme business, loin du plaisir du jeu qui anime encore de nombreux amateurs.

Les clubs, dont certains sont cotés en bourse, sont d'énormes machines à faire du fric, gérées par leurs actionnaires comme des firmes capitalistes.

Avec un soutien massif des pouvoirs publics.

Les joueurs sont des produits humains qu'on achète et qu'on vend à coup de millions.

Quant à la Coupe du Monde, c'est la poule aux œufs d'or pour la Fifa et ses partenaires : marques de vêtements, de boissons, de voitures... et un pactole pour les grands groupes du BTP qui construisent stades et infrastructures en tous genres.

Mondial « fric-paillettes » : l'envers du décor

Le Mondial au Brésil, c'est la vitrine. Mais il y a aussi l'envers du décor: des inégalités immenses, des centaines de milliers de paysans sans terre, d'énormes bidonvilles dans les toutes les grandes villes, des millions de gens sans accès aux services publics de base. Sans compter le fléau de la corruption.

Le Brésil organise le Mondial. Mais à quel prix ?

Des dépenses qui vont endetter les collectivités publiques : une facture à la charge de la population. Les enfants des rues délogés manu militari des beaux quartiers. Des dizaines

de milliers de gens pauvres des « favelas » chassés de chez eux, sous prétexte de restructuration urbaine. Et les forces de police pour briser la moindre tentative de résistance sociale.

En Europe comme au Brésil, Refusons le piège du « sport-spectacle »

De la religion, Karl Marx disait qu'elle était l'opium du peuple. Une drogue pour tenter de faire oublier les difficultés de la vie.

Aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent s'apprêtent à nous refaire le coup de l'union sacrée autour de « nos sportifs », de « notre équipe nationale », pour faire passer la pilule de l'austérité et du chômage qui s'accroît. Pour eux, quoi de mieux que la consommation à haute dose du spectacle sportif pour nous anesthésier. Il y a peu de temps, Platini demandait aux brésiliens de « *ne pas gâcher la fête* » par leurs mobilisations sociales. Un appel à la trêve refusé par les employés du métro de Sao Paulo et d'autres.

En France, au même moment, ce sont les cheminots qui entament une grève reconductible contre le projet gouvernemental de réforme ferroviaire.

De Sao Paulo à Paris et ailleurs, n'est-il pas temps de mettre en route un « Mondial de la Contestation Sociale » ?



GRÈVE DES CHEMINOTS:

UN COMBAT QUI NOUS CONCERNE TOUS !

Depuis mardi soir, les cheminots sont massivement en grève pour refuser la réforme ferroviaire que Hollande et Pépy (patron de la SNCF) veulent imposer dans les prochains jours.

Cette réforme aurait pour conséquences de dégrader à la fois la qualité du service aux usagers et les conditions de travail des cheminots.

Cette réforme poursuit 2 objectifs. Tout d'abord, éclater la SNCF en 3 entreprises différentes pour séparer les activités déficitaires (aiguillage et entretien du réseau) des activités rentables (faire rouler des trains et les commercialiser), afin de privatiser ces dernières. Et pour que ce cadeau au MEDEF ne soit pas «empoisonné», l'entreprise gestionnaire du réseau (qui resterait publique) hériterait des 40 milliards d'€ de dette du système ferroviaire... avec l'objectif de les rembourser grâce aux gains de productivité et aux suppressions de postes !

Cette réforme aurait donc des conséquences dramatiques, à la fois sur la qualité des transports et sur la sécurité des circulations ferroviaires. C'est juste honteux, quelques mois après la catastrophe ferroviaire de Brétigny sur Orge, dont la cause principale était le manque d'investissement dans le réseau et la surcharge de travail des agents d'entretien des voies...

Le deuxième objectif de la réforme, c'est de «*baisser le coût du travail*». Sous prétexte d'égalité, Hollande et Pépy veulent tirer les conditions de travail des 160 000 cheminots de la SNCF vers le bas, en les harmonisant sur celles des 3 000 cheminots qui bossent pour des entreprises privées...

En se battant pour le retrait de la réforme, les cheminots se battent contre les problèmes rencontrés dans toutes les entreprises : le sous-effectif permanent, les suppressions de postes, les bas salaires... Salariés du public et du privé, nous faisons face à la même offensive anti-ouvrière. Toute notre solidarité doit donc aller vers cette grève pour qu'elle gagne !

Que l'on soit salarié, chômeur ou jeune scolarisé, nous avons tous intérêt à ce que la grève des cheminots inflige une première défaite à ce gouvernement 100% à la botte du MEDEF. Ce serait une première victoire pour notre camp social !

ENCORE UN CADEAU DU GOUVERNEMENT AU PATRONAT !

Le ministre Rebsamen veut geler pendant 3 ans les « effets de seuil » qui obligent les employeurs à organiser des élections de délégués du personnel (DP) au-delà de 10 salariés et de comité d'entreprise (CE) au-delà de 50. Ils appellent ça « *la bataille pour l'emploi* », car les patrons n'embauchent pas au delà de ces seuils pour ne pas être "emmerdés" par ces obligations.

Il est bon de rappeler que les DP existent depuis 1936, qu'ils sont nés en même temps que les congés payés. C'est la réponse aux besoins de démocratie des salariés. Quant aux CE, ils ont été créés en 1946 : c'est une des lois du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), qui reconnaissait que les salariés devaient avoir un droit de regard sur le fonctionnement de leur entreprise.

Ce gouvernement, qui se dit socialiste, veut mettre fin à ces deux institutions. Mais ce «gel» ne créera pas un emploi de plus, car en toute logique, les employeurs embauchent quand ils en ont besoin. Le prétexte de l'emploi n'est qu'un alibi pour se débarrasser de cette immixtion des salariés dans le pouvoir absolu des patrons. C'est une façon d'attaquer le Code du travail, de démolir le collectif salarié et de rendre la relation de subordination encore plus grande ! Le député UMP Patrick Devedjian applaudit : « *Si Rebsamen suspend les seuils sociaux, il fera ce que la droite n'a jamais osé : c'est objectivement courageux* ». Sans commentaires...

Hollande n'est pas le Président de tous les français, il est celui du MEDEF et des banques. Il ira jusqu'au bout du mensonge et fera encore monter le FN. Il devient vraiment urgent de se mobiliser contre ce gouvernement.

PAS TOUCHE À L'INSPECTION DU TRAVAIL

Malgré le rejet par le Sénat, en février dernier, du projet de loi sur l'Inspection du travail et un nouveau report de sa discussion à l'Assemblée nationale, le Ministère du travail a décidé la mise en œuvre immédiate de son projet de réorganisation.

Objectif : remettre en cause l'indépendance qui permettait aux inspecteurs et contrôleurs du travail de faire leur boulot, sans pression et sans risque de mutation lorsqu'ils constatent des infractions qui dérangent. Mais de plus, cette réorganisation devrait s'accompagner, rien qu'en Seine-Martime, de la suppression de 10% des inspecteurs et contrôleurs du travail, alors que les moyens sont déjà insuffisants pour faire face à toute la délinquance patronale.

Cette nouvelle attaque contre l'Inspection du travail est une nouvelle attaque contre tous les salariés, un nouveau cadeau aux patrons de la part de ce gouvernement PS-MEDEF. C'est pourquoi nous avons tous intérêt à nous mobiliser pour mettre en échec ce projet.

Voilà pourquoi le NPA appelle les salariés à participer au rassemblement intersyndical

**Jeudi 12 juin à 12h30
devant les locaux de la DIRECCTE
14 avenue A Briand à Rouen**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique